

**ADEF**

15, rue des Convalescents

13001 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2024  
(au terme d'une période de 12 mois)**

**Marseille, le 2 mai 2025**

SémaPhores Audit SA

SA au capital de 200 000 €

Société de Commissariat aux comptes • Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Bureau : Les Docks, Atrium 10.4 • 10, place de la Joliette • 13002 Marseille • Tél. 04 96 17 05 60

Siège social : 20/24 rue Martin Bernard • 75013 Paris • Tél. 01 53 62 70 00

337 630 792 RCS Paris • Numéro d'identification intracommunautaire FR 55 337 630 792

*Une société du Groupe Alpha*

BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER • NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN • SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

**ADEF**  
15, rue des Convalescents  
13001 MARSEILLE

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
(au terme d'une période de 12 mois)

A l'assemblée générale,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes assurés que la méthode de comptabilisation des subventions et des produits était conforme aux principes comptables généralement admis et en adéquation avec :

- les notifications obtenues ou les conventions signées (marchés),
- l'avancement des formations, exprimé en nombre d'heures ou de jours,
- la facturation et/ou les appels de fonds concernant lesdites formations.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 2 mai 2025

Pour Sémaphores Audit,



Marc VINCIGUERRA  
Commissaire aux comptes associé





Formation  
professionnelle



Qualifier pour développer,  
innover pour réussir

**Association  
Départementale d'Études  
et de Formation**

15, rue des Convalescents  
13001 MARSEILLE

## Présentation des comptes annuels 2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

# Bilan Actif

Période du 01/01/24 au 31/12/24

A.D.E.F

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	75 183	75 183	(0)	(0)
Fonds commercial	16 891	16 891		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>92 074</b>	<b>92 074</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	274 691	274 691	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	271 193	261 754	9 439	12 297
Autres immobilisations corporelles	494 874	482 587	12 287	16 140
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>1 040 758</b>	<b>1 019 031</b>	<b>21 726</b>	<b>28 437</b>
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	561 536		561 536	561 536
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>561 536</b>		<b>561 536</b>	<b>561 536</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>1 694 367</b>	<b>1 111 105</b>	<b>583 262</b>	<b>589 973</b>

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
<b>TOTAL stocks et en-cours :</b>				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 611 205	47 346	1 563 859	2 018 598
Autres créances	3 229		3 229	24 008
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	<b>1 614 434</b>	<b>47 346</b>	<b>1 567 088</b>	<b>2 042 606</b>
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	548 225		548 225	487 238
Charges constatées d'avance	15 293		15 293	13 635
<b>TOTAL disponibilités et divers :</b>	<b>563 518</b>		<b>563 518</b>	<b>500 873</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 177 951</b>	<b>47 346</b>	<b>2 130 606</b>	<b>2 543 479</b>

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 872 319</b>	<b>1 158 451</b>	<b>2 713 868</b>	<b>3 133 452</b>
----------------------	------------------	------------------	------------------	------------------



# Bilan Passif

Période du 01/01/24 au 31/12/24

A.D.E.F

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
<b>SITUATION NETTE</b>		
Capital social ou individuel dont versé	1 604 951	1 184 272
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
<b>Résultat de l'exercice</b>	(38 747)	420 679
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>1 566 204</b>	<b>1 604 951</b>
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 566 204</b>	<b>1 604 951</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		38 652
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
<b>TOTAL dettes financières :</b>		<b>38 652</b>
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b>		
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	296 165	174 886
Dettes fiscales et sociales	334 715	362 861
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	475 128	866 101
<b>TOTAL dettes diverses :</b>	<b>1 106 008</b>	<b>1 403 848</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	41 656	86 001
<b>DETTES</b>	<b>1 147 664</b>	<b>1 528 501</b>
<b>Ecarts de conversion passif</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 713 868</b>	<b>3 133 452</b>

# Compte de Résultat (Première Partie)

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 467 639		1 467 639	1 411 485
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>1 467 639</b>		<b>1 467 639</b>	<b>1 411 485</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			2 109 377	2 495 206
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			44 516	79 810
Autres produits			9	39
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>3 621 540</b>	<b>3 986 540</b>
<b>CHARGES EXTERNES</b>				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			1 472 052	1 576 361
<b>TOTAL charges externes :</b>			<b>1 472 052</b>	<b>1 576 361</b>
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>			126 890	143 149
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>				
Salaires et traitements			1 482 702	1 569 789
Charges sociales			545 440	564 326
<b>TOTAL charges de personnel :</b>			<b>2 028 142</b>	<b>2 134 115</b>
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			6 711	6 045
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			47 346	
Dotations aux provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>			<b>54 057</b>	<b>6 045</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			3 544	27 291
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>3 684 685</b>	<b>3 886 961</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>(63 145)</b>	<b>99 579</b>

# Compte de Résultat (Seconde Partie)

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(63 145)</b>	<b>99 579</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participation	1 744	25 058
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5	5
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>1 748</b>	<b>25 063</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	276	2 422
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>276</b>	<b>2 422</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>1 472</b>	<b>22 641</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>(61 673)</b>	<b>122 220</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	58 026	355 557
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	<b>58 026</b>	<b>355 557</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35 099	57 098
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	<b>35 099</b>	<b>57 098</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>22 927</b>	<b>298 459</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 681 314</b>	<b>4 367 160</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 720 060</b>	<b>3 946 481</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>(38 747)</b>	<b>420 679</b>

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus / sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- |   |        |
|---|--------|
| - Constructions                                 | 15.ans |
| - Agencements et aménagements des constructions | 10.ans |
| - Installations techniques                      | 5. ans |
| - Matériel et Outillage industriels             | 5.ans  |
| - ....  |        |

## b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## c) Stocks

NEANT

## d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

A partir de 2020, l'association applique les règles et les méthodes comptables de l'avis ANC-2018-06.

Le travail important réalisé concernant les procédures de recouvrement client en 2023 a été poursuivi en 2024. Il permet de maintenir la rotation de la trésorerie.

L'exercice 2024 a connu un volume de commande supérieur à celui prévu au budget (+15 000 heures FLE FLI), qui s'est traduit par 180 k€ de chiffre d'affaires au niveau de la commande France Travail .

Nous n'avons appris qu'en Décembre la non reconduction du marché FLE FLI à compter de 2025. Cela a entraîné l'arrêt de plusieurs salariés en CDD.

Le projet de regroupement des locaux marseillais a connu une accélération durant l'année 2024 avec 3 hypothèses de sites.

#### Autres informations:

- Conséquences du contexte géopolitique et économique

Les contextes géopolitique et économique sont susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'association a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière.

#### Méthodologie suivie :

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'évènement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'évènement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

#### Effets ponctuels de l'évènement sur l'exercice :

Le contexte inflationniste généralisé n'a pas eu d'impact majeur sur les dépenses de l'exercice.

Par ailleurs, l'association n'est pas en mesure d'évaluer les conséquences à moyen et long terme de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Montant des honoraires du CAC Activité 2024: 11640€

Effectif moyen 31.12.24 en ETP: 42 salariés

# Immobilisations

Période du 01/01/24 au 31/12/24

A.D.E.F

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	92 074		
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>92 074</b>		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	274 691		
Installations techniques et outillage industriel	271 193		
Installations générales, agencements et divers	288 763		
Matériel de transport	11 073		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	195 038		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>1 040 758</b>		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	561 536		
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>561 536</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 694 367</b>		

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			92 074	
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			<b>92 074</b>	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			274 691	
Install. techn., matériel et out. industriels			271 193	
Inst. générales, agencements et divers			288 763	
Matériel de transport			11 073	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			195 038	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>			<b>1 040 758</b>	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			561 536	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>			<b>561 536</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>1 694 367</b>	

# Amortissements

Période du 01/01/24 au 31/12/24

A.D.E.F

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	92 074			92 074
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>92 074</b>			<b>92 074</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	274 691			274 691
Installations techn. et outillage industriel	258 896	2 858		261 754
Inst. générales, agencements et divers	272 623	3 853		276 476
Matériel de transport	11 073			11 073
Mat. de bureau, informatique et mobil.	195 038			195 038
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>1 012 320</b>	<b>6 711</b>		<b>1 019 031</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 104 395</b>	<b>6 711</b>		<b>1 111 105</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	2 858		
Installations générales, agencements et divers	3 853		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>6 711</b>		
Frais d'acquisition de titres de participations			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 711</b>		

# État des Échéances des Créances et Dettes

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	561 536		561 536
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>561 536</b>		<b>561 536</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	47 346		47 346
Autres créances clients	1 563 859	1 563 859	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 229	3 229	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>1 614 434</b>	<b>1 567 088</b>	<b>47 346</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	15 293	15 293	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 191 262</b>	<b>1 582 381</b>	<b>608 881</b>

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	296 165	296 165		
Personnel et comptes rattachés	149 522	149 522		
Sécurité sociale et autres organismes	143 633	143 633		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	41 560	41 560		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	475 128	475 128		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	41 656	41 656		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 147 664</b>	<b>1 147 664</b>		



Charges à Payer

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 091
Dettes fiscales et sociales	204 940
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	228 031

## Produits à Recevoir

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<b>Immobilisations financières</b> Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
<b>Créances</b> Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	692 704 3 229
<b>Valeurs Mobilières de Placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>695 933</b>

## Charges et Produits Constatés d'Avance

A.D.E.F

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	15 293	41 656
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	15 293	41 656

# Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

A.D.E.F Période du 01/01/24 au 31/12/24

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
Produits Exceptionnels sur Exercice Antérieur	58 026	77200000

TOTAL	58 026	
-------	--------	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte
Pénalités, Amendes Fiscales, Pénales	80	67120000
Charges Exceptionnelles sur Exercice Antérieur	35 019	67200000

TOTAL	35 099	
-------	--------	--

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES					
Nature	Montant au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
1	2	3	4	5	6
Capital social	1 184 272	420 679			1 604 951
Réserve légale	-				-
Réserves réglementaires	-				-
Autres réserves	-				-
Report à nouveau					-
Résultat de l'exercice	-			38 747	38 747
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 184 272</b>	<b>420 679</b>	<b>-</b>	<b>38 747</b>	<b>1 566 204</b>

DEPRECIATIONS ET PROVISIONS						
Nature		Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice	
1		2	3	4	5	
provisions réglementées	Amortissements dérogatoires		-		-	
	Provision spéciale de réévaluation		-		-	
	TOTAL I		-	-	-	
Provisions	Pour litiges					
	Pour amendes et pénalités		-		-	
	Pour pertes sur contrats		-		-	
	Pour pensions et obligations similaires		-		-	
	Pour gros entretien		-		-	
	Pour charges sur opérations immobilières		-		-	
	Autres provisions pour risques et charges (dont emprunts)		-		-	
	TOTAL II		-	-	-	
Dépréciations	Immobilisations	Incorporelles	-		-	
		Corporelles	-		-	
		Financières	-		-	
		TOTAL III		-	-	-
		Sur stocks et en cours	-		-	
		TOTAL IV		-	-	-
		Sur comptes clients	-	47 346		47 346
		TOTAL V		-	47 346	47 346
		Total VI ( III + IV + V )		-	47 346	47 346
	TOTAL GENERAL (I + II + VI)		-	47 346	47 346	

R E N V O I	(1) Dont dotations et reprises	- Exploitation	47 346		
		- Financières			
		- Exceptionnelles			
	(2) Dont reprise ....	... de provisions utilisées			
		... de provisions non utilisées (*)			
	(3) Dont montant pour indemnités de départ en retraite et médaille du travail				

(\*) Exemples : reprise de provision pour litige devenue sans objet, reprise de PGE suite à cession de patrimoine, etc (à détailler dans la partie littéraire de l'annexe)